

Communiqué de presse

Revendications salariales 2022: des augmentations jusqu'à 1,75% sont nécessaires selon les secteurs

Société suisse des employés de commerce
Reitergasse 9
Case postale
CH-8021 Zurich

Téléphone +41 32 721 21 37
Fax +41 32 721 21 38
communication@secsuisse.ch
secsuisse.ch

- *Malgré les restrictions liées au coronavirus, les experts de la Confédération anticipent une «reprise dynamique» de l'économie en 2021.*
- *Les employé-e-s ont largement contribué à cette tendance positive.*
- *En conséquence, la Société des employés de commerce revendique des augmentations salariales sectorielles allant jusqu'à 1,75% pour l'année 2022.*
- *En outre, les salaires doivent être augmentés continuellement dans les secteurs à bas salaires.*

12.08.2021 – Pour l'année 2021, les experts de la Confédération anticipent une «reprise dynamique» de l'économie et revoient à la hausse leurs prévisions du PIB, tablant sur une croissance de 3,6%. Les employé-e-s ont fait preuve d'une grande capacité d'adaptation face aux restrictions liées au coronavirus au cours de l'année passée et ont ainsi largement contribué à cette dynamique économique positive. En conséquence, la Société des employés de commerce revendique des augmentations salariales sectorielles allant jusqu'à 1,75% pour l'année 2022. En outre, les salaires doivent être augmentés continuellement dans les secteurs à bas salaires.

La Société des employés de commerce analyse chaque année la croissance du PIB prévue par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et les experts de la Confédération, ainsi que le renchérissement et les frais qui en découlent pour les employé-e-s (niveau des prix, coûts de la santé, loyers, etc.). Sur cette base, elle formule des revendications salariales spécifiques aux différents secteurs en vue de compenser la perte de pouvoir d'achat et d'associer les employé-e-s à la hausse de la productivité et de la rentabilité.

Une reprise économique attendue

L'introduction des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT), dans le cadre desquelles l'assurance-chômage verse aux employé-e-s 80% du salaire en compensation de la perte de gain, a porté ses fruits: selon le SECO, le recours à ces indemnités a permis d'atténuer fortement les répercussions négatives de la crise du coronavirus sur les entreprises et les employé-e-s. Ainsi, une reprise économique se dessine pour l'année 2021. Selon les experts du Centre de recherches conjoncturelles (KOF), l'embellie est bien là, plus tôt et plus forte que prévu. La hausse du produit intérieur brut (PIB) pourrait atteindre 4% cette année et la production économique de la Suisse devrait dépasser son niveau d'avant la crise dès le deuxième trimestre. economiesuisse prévoit également une croissance du PIB de 3,4% pour l'année 2022, qui devrait suffire à compenser le recul de l'année dernière. «Le redressement économique n'est possible que grâce au grand engagement et à la persévérance des employé-e-s dont beaucoup ont dû composer avec des pertes financières et des réductions de l'horaire de travail», explique Caroline Schubiger, responsable Emploi et Conseil à la Société des employés de commerce.

Revendications salariales 2022 de 0,5% à 1,75%

Étant donné que les employé-e-s ont contribué de manière significative à l'amélioration de la situation économique, la Société des employés de commerce revendique des augmentations salariales sectorielles de 0,5% à 1,75% pour l'année 2022 (voir les détails par secteur ci-dessous). La situation spécifique des entreprises et les différents écarts de salaires entre les secteurs sont pris en compte dans ce calcul. Les banques ainsi que les secteurs des assurances et des TIC, en particulier, ont parfois réalisé des bénéfices malgré la crise du coronavirus, tandis que les secteurs à bas salaires ont souffert des ventes en berne et des carnets de commande peu garnis. Ces secteurs doivent faire l'objet d'une attention particulière afin que l'écart de revenus ne se creuse pas davantage.

Les bas salaires doivent être augmentés durablement

La crise du coronavirus a eu des effets très différents sur les personnes à revenus faibles, moyens et élevés (voir l'étude de la Plateforme nationale contre la pauvreté). Les travailleurs à faibles revenus (en particulier les employé-e-s des secteurs à bas salaires et les femmes) subissent plus souvent des pertes financières et risquent davantage de devoir puiser dans leurs économies, de restreindre drastiquement leur mode de vie ou de demander des prestations sociales en raison de la crise. «Dans le segment des bas salaires, le montant des indemnités en cas de réduction de l'horaire est souvent trop faible pour conserver le niveau de vie habituel: 80% de peu, c'est insuffisant», confirme Caroline Schubiger. «Des améliorations continues des salaires sont indispensables ici.» En conséquence, la Société des employés de commerce incite les entreprises à appliquer des augmentations salariales générales (et non individuelles), notamment dans le segment des bas salaires, afin de relever durablement ces derniers dans leur ensemble. C'est là la seule manière de réduire le risque d'accroître les inégalités entre les personnes à faibles revenus et celles à revenus moyens ou élevés.

Citations

Caroline Schubiger, Responsable Service Emploi et Conseil à la Société suisse des employés de commerce:

«Le redressement économique n'est possible que grâce au grand engagement et à la persévérance des employé-e-s dont beaucoup ont dû composer avec des pertes financières et des réductions de l'horaire de travail.»

«Dans le segment des bas salaires, le montant des indemnités en cas de réduction de l'horaire, à savoir 80% du salaire, est souvent trop faible pour pouvoir en vivre. Des améliorations continues des salaires sont indispensables ici.»

La Société des employés de commerce est depuis plus de 140 ans le centre de compétence en matière de formation et de travail dans le domaine commercial et de la gestion d'entreprise. Nous conseillons et informons nos membres sur les questions relatives à leur carrière et nous nous engageons pour renforcer leur employabilité. De plus, nous représentons les employés de bureau, de la vente, de l'artisanat et de l'industrie dans le cadre de plus de 40 conventions collectives de travail. Dans nos écoles (écoles pour la formation commerciale initial et continue, Haute école d'économie HWZ, Institut suisse d'économie d'entreprise SIB), nous proposons un enseignement et des perfectionnements axés sur la pratique. Nous sommes responsables ou coresponsables de divers examens professionnels et professionnels supérieurs. Plus d'informations sur secsuisse.ch

Renseignements
complémentaires

Caroline Schubiger, Responsable Service Emploi et Conseil,
T +41 44 283 45 53, caroline.schubiger@kfmv.ch

Communication Société suisse des employés de commerce,
T +41 44 283 45 13, communication@secsuisse.ch

Communiqués de presse secsuisse.ch/mediacorner

Revendications salariales 2022

Forte reprise attendue de l'économie suisse

Selon le communiqué de presse du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) du 15 juin 2021, l'économie montre des signes de reprise. Suite aux assouplissements des mesures sanitaires, un mouvement de rattrapage peut être constaté. Les experts de la Confédération relèvent les prévisions du PIB à +3,6% pour l'année 2021. Le Centre de recherches conjoncturelles (KOF) s'attend même à une hausse du PIB de 4%. Étant donné que les employé-e-s contribuent de manière significative au redressement de l'économie après l'année de crise, ils doivent également participer à l'embellie.

La reprise économique globale, qui profite désormais également à des secteurs importants tels que l'hôtellerie-restauration, devrait entraîner une amélioration notable de la situation du marché du travail dès cette année. Avec un taux de chômage de 2,8% en juin 2021 (à titre de comparaison: 3,2% en juin 2020), le marché du travail a évolué mieux que ce que l'on craignait au début de la pandémie.

Revendications pour les différents secteurs

Banques 1,25 – 1,75%	Les banques en Suisse ont enregistré des bénéfices au titre de l'exercice 2020, malgré la crise de la COVID-19. L'évolution du chiffre d'affaires a été positive au cours des dernières années, et une évolution positive est également attendue pour l'année à venir. Cependant, la faiblesse persistante des taux d'intérêt constitue un défi pour les banques suisses. La pression relative à l'efficacité et aux coûts est forte et c'est pourquoi l'ensemble du secteur est en pleine mutation. En outre, l'obligation de recourir au télétravail a durablement modifié les comportements de mobilité et fait progresser fortement la numérisation.
Assurances 1,25 – 1,75%	Le secteur des assurances constitue un pilier important de la place économique suisse. Malgré la crise de l'année 2020, la plupart des compagnies d'assurance s'en sont relativement bien sorties depuis le début de la pandémie et ont réalisé des résultats solides dans un environnement difficile. En revanche, les salaires des compagnies d'assurance ont régressé de 2,1% en 2020 par rapport à 2019 (salaires réels: -1,4%). La recherche de personnel compétent constitue un défi supplémentaire: afin de faire face aux grands risques que sont les pandémies, les cyberattaques, les pénuries d'électricité ou les tremblements de terre, des spécialistes qualifiés et des conditions de travail attrayantes sont indispensables.
Commerce de détail, commerce de gros, autres services 0,5 – 1,5%	La pandémie et les mesures prises pour l'endiguer ont des conséquences considérables sur l'évolution des chiffres d'affaires et des bénéfices dans le commerce de détail. Les sous-secteurs alimentaire/para-alimentaire et non alimentaire se différencient fortement du point de vue de la réalisation des objectifs de chiffre d'affaires. Une importante croissance du chiffre d'affaires est prévue notamment dans le segment non alimentaire, et le commerce en ligne fait également partie des gagnants de la pandémie. En raison de la fermeture temporaire des frontières et des établissements de restauration, le commerce de détail a globalement tiré son épingle du jeu. Dans le même temps, le comportement des consommateurs a aussi changé durablement en raison de la modification des comportements de mobilité.
TIC 1,25 – 1,75%	L'année dernière a montré de manière impressionnante toute l'importance des compétences numériques des entreprises et de leurs collaborateurs. Bien que la croissance du marché suisse des TIC ait perdu de sa superbe ces dernières années, les experts prévoient une progression pour l'année prochaine. De nombreuses entreprises s'attellent à la transformation numérique, accélérée par la pandémie de COVID-19, et ont besoin de spécialistes en la matière.

Artisanat 1 – 1,5%	La pandémie s'est répercutée de diverses manières sur les différents secteurs de l'artisanat. Les employé-e-s ont fait preuve d'un haut niveau d'engagement en dépit des restrictions sanitaires et des mesures de protection préventives associées. De nombreuses entreprises ne sont pas en mesure de tirer pleinement profit de la bonne situation économique, car elles souffrent des difficultés d'approvisionnement en matières premières et des augmentations de prix qui en découlent. Il s'agit désormais de maîtriser ces défis et de trouver des solutions permettant d'exploiter les perspectives économiques prometteuses. L'artisanat en Suisse devra remplir des missions importantes et majeures au cours des années à venir. La main d'œuvre qualifiée doit bénéficier de formations continues et de salaires correspondant à ses prestations afin d'éviter leur migration vers des secteurs mieux rémunérés et de préserver l'attractivité des différents métiers de l'artisanat.
Industrie mécanique, électrique et métallurgique 1 – 1,5%	Les chiffres d'affaires des entreprises de l'industrie MEM se sont fortement détériorés en raison de la pandémie et des problèmes d'approvisionnement en 2020. Toutefois, la situation s'est considérablement détendue au cours du premier trimestre 2021. Les nouvelles commandes et les exportations ont augmenté par rapport à la même période de l'année précédente, ce qui a un effet positif sur l'utilisation des capacités dans les entreprises. Les indicateurs clés montrent désormais que les baisses liées à la pandémie de l'année dernière peuvent être rattrapées dans une large mesure.
Industrie chimique et pharmaceutique 1,25 – 1,75%	L'industrie chimique et pharmaceutique a été confrontée à une baisse des ventes en raison de la diminution du nombre de consultations médicales et de prescriptions de médicaments. Pour l'année en cours, une augmentation des ventes d'environ 5% est toutefois attendue. La production de vaccins et de tests de COVID-19 continuera d'avoir un effet positif sur le chiffre d'affaires.
Trafic aérien 0,5 – 1%	La pandémie a sévèrement touché les entreprises du trafic aérien. Notamment le transport de passagers souffre directement des mesures de lutte contre la pandémie. Le fret aérien, en revanche, a été moins impacté et connaît actuellement une évolution très positive. Dans le segment des passagers, les experts tablent également sur une évolution positive à moyen terme. Malgré la baisse prévue des voyages d'affaires, les premiers signes d'une reprise sont déjà visibles.
Administration publique 0,5 – 1%	En 2019, la situation financière des collectivités publiques a été très positive. Faisant état d'un excédent de 1,4% du PIB, les collectivités publiques ont réalisé en 2019 le meilleur résultat depuis 2008. Les mesures budgétaires destinées à amortir les répercussions économiques de la pandémie ont eu un impact négatif sur les finances publiques en 2020 et 2021 et se sont traduites par une augmentation de la dette brute. Le taux d'endettement reste toutefois faible en comparaison internationale. Cependant, la situation exceptionnelle due à la pandémie ne doit pas se répercuter directement sur l'évolution des salaires du personnel de l'administration publique.
Formation, santé et affaires sociales 1 – 1,5%	Le personnel du secteur de la santé, des affaires sociales et de la formation a fait preuve d'une grande flexibilité et d'une forte capacité de résistance au cours de l'année passée. Il s'est avéré que les métiers de la santé, des affaires sociales et de la formation revêtent une importance capitale pour la société. Le travail devrait être récompensé en conséquence, ce qui aurait également un effet positif sur la pénurie persistante de personnel qualifié.

Renseignements
complémentaires

Caroline Schubiger, Responsable Service Emploi et Conseil,
T +41 44 283 45 53, caroline.schubiger@kfmv.ch

Communication Société suisse des employés de commerce,
T +41 44 283 45 13, communication@secsuisse.ch

Communiqués de presse secsuisse.ch/mediacorner